



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

Drire Franche-Comté
Groupe de Subdivisions Centre
Antenne de Vesoul

ARRETE DRIRE/I/2005 n° 236

en date du 27 JAN. 2005

mettant en demeure la Société ESAC EUROCOOLER de satisfaire aux prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 1009 du 27 mars 2000 pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, et notamment l'article L 514-1 ;

VU le décret n° 77.1133 modifié du 21 septembre 1977 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, pris en application du code précité ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1009 du 27 mars 2000 autorisant la SA ESAC à exploiter une chaudronnerie sur le territoire de la commune de CORBENAY ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 14 janvier 2005 relatant le non respect de l'arrêté susvisé ;

VU l'avis et les propositions de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Franche-Comté en date du 14 JAN. 2005

CONSIDERANT que l'exploitation des installations est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe, pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du Livre V du code de l'environnement, de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La Société ESAC EUROCOOLER est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY, de satisfaire aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1009 du 20 mars 2000, en particulier :

- de l'article 18.1 dans un délai de 2 jours
- de l'article 25.1 dans un délai de 2 semaines, en prenant les dispositions suivantes :
 - Limiter le stockage des déchets sur le site à une quantité inférieure à la quantité mensuelle produite,
 - Eliminer les déchets stockés sur le site dépassant cette quantité dans des filières dûment autorisées,
 - Fournir à l'inspection des installations classées les certificats d'élimination de ces déchets.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au directeur général de la société ESAC EUROCOOLER. Une copie sera déposée en mairie et en préfecture pour consultation par les tiers.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification qui lui est faite du présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le sous-préfet de LURE, le maire de la commune de CORBENAY, ainsi que le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le

27 JAN. 2005

Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général

Laurent NUNEZ